

GREFFE TRIBUNAL DE
COMMERCE DE NANTERRE

15 FEV. 2007

DEPOT N° 5487

En accord entre les parties, les
présentes ont été reliées par le
procédé ASSEMBLACT R.C.
empêchant toute substitution ou
addition et sont seulement signées
à la dernière page.

[Signature]

TRAITE DE FUSION-ABSORPTION

DE

LA SCI DIJON ARSENAL

PAR

ICADE CAPRI

[Signature]



ENTRE LES SOUSSIGNEES :

- **La société ICADE CAPRI**, société par actions simplifiée au capital de 24.624.000 euros, dont le siège est situé 6, place Abel Gance (92652) Boulogne Billancourt Cedex, identifiée sous le numéro unique 784 606 576 RCS Nanterre et représentée par monsieur Antoine Fayet, agissant en qualité de président, déclarant et garantissant être dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après dénommée « **ICADE CAPRI** » ou la « **Société Absorbante** »,
DE PREMIERE PART,

ET :

- **La société SCI DIJON ARSENAL**, société civile au capital de 1.000 euros, dont le siège est situé 103, avenue du Maréchal de Saxe (69003) Lyon, identifiée sous le numéro unique 482 298 718 RCS Lyon et représentée par son gérant, ICADE CAPRI, elle-même représentée par monsieur Hubert Capitant de Villebonne de Bouille, déclarant et garantissant être dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après dénommée la « **SCI DIJON ARSENAL** »
ou la « **Société Absorbée** »,
DE DEUXIEME PART.

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUI :

I – Présentation des sociétés

1. Présentation de la Société Absorbante

ICADE CAPRI est une société par actions simplifiée qui a pour objet :

- la construction et la vente d'immeubles tant à usage d'habitation qu'à usage d'activités économiques, la transaction sur tous immeubles et fonds de commerces, la gestion de tous immeubles ou ensembles immobiliers et plus généralement toutes opérations de quelques natures qu'elles soient se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en faciliter le développement et la réalisation. A titre indicatif et non limitatif, cet objet comprend les activités suivantes :
 - l'acquisition par voie d'apports ou autrement et éventuellement la prise à bail de tous les immeubles bâtis et non bâtis, biens et droits immobiliers en vue de la construction et l'aménagement, éventuellement après démolition des constructions existantes, d'immeubles collectifs ou individuels,
 - la division des immeubles en appartements, en locaux séparés, en lots,
 - la vente des immeubles bâtis en bloc ou par fraction soit après achèvement des travaux au comptant ou à terme, soit en l'état futur d'achèvement,
 - la gestion, l'entretien, la mise en valeur par tous moyens de ces immeubles et notamment des invendus,
 - la réalisation de tous travaux d'amélioration et de toutes installations nouvelles, conformément à la destination desdits immeubles,
 - l'activité de construction exercée sous le couvert de sociétés civiles de construction-vente régies par l'article 239 ter du Code général des impôts, de sociétés en nom collectif ou de sociétés transparentes,
 - l'activité de marchand de biens,
 - l'emploi de capitaux disponibles à des prises de participation, prêts ou avances au profit de ces sociétés immobilières,
 - l'achat de biens immobiliers, terrains ou immeubles bâtis, en vue de les revendre en bloc ou par lot après division,
 - la vente pour le compte d'autrui de tous immeubles ou fractions d'immeubles,
 - l'activité de syndic de copropriété et du président d'association syndicale de propriétaire.

A titre subsidiaire :

- la prise de participation ou d'intérêts dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, la gestion de ses participations ainsi que l'exercice de tous droits y attachés,

- l'acquisition, la propriété, l'exploitation par location ou autrement de tous biens et droits immobiliers,
 - la réalisation de toutes études et prestations de services,
 - la participation à la conduite de la politique de ses filiales,
 - l'obtention, pour la réalisation de l'objet social de tous prêts et toutes ouvertures de crédit fonctionnant ou non en comptes courants et facilités de caisse, avec ou sans garantie réelle ou personnelle.
- et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, ou susceptibles d'en faciliter l'application et le développement ou de le rendre plus rémunérateur,
 - et tout, tant pour elle-même que pour le compte de tiers ou en participation sous quelque forme que ce soit, notamment par voie de création de sociétés, de souscriptions, de commandite, de fusion ou d'absorption, d'avances, d'achat ou de vente de titres et droits sociaux.

ICADE CAPRI a été constituée pour une durée qui prendra fin le 6 décembre 2020.

La date de clôture de son exercice social est le 31 décembre.

Le capital d'ICADE CAPRI s'élève à 24.624.000 euros et est divisé en 1.620.000 actions d'une valeur nominale de 15,20 euros chacune, entièrement libérées et toutes de même catégorie. ICADE CAPRI n'a émis ni obligation ni aucune autre valeur mobilière.

2. Présentation de la Société Absorbée

La SCI DIJON ARSENAL est une société civile dont l'objet social est :

- l'acquisition :
 - d'un ensemble immobilier destiné à être démoli, sis à Dijon (21000), rue de la Marsannay d'une surface de 2.702 m², cadastré section DI n° 101, 102 et 103,
 - dans un ensemble immobilier soumis au régime de la copropriété situé 91/93, avenue Jean Jaurès et 4/6, boulevard Maillard cadastré section DI n° 98, la moitié indivise du lot n° 6, soit un terrain à usage de cour d'une superficie de 819 m² ; les 17.937 / 82.527èmes de la propriété du sol,
- la construction sur ce terrain, après démolition d'un ensemble immobilier à usage de logements, selon les possibilités résultant du permis de construire,
- la vente en totalité ou par lots de ces immeubles construits, avant ou après leur achèvement,
- la gestion, accessoirement la location, et l'entretien des immeubles jusqu'à la cession de la dernière fraction,

- la participation de la société par tous moyens à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social,
- et généralement, toutes opérations mobilières, immobilières et financières, susceptibles de faciliter la réalisation des objets ci-dessus définis, à l'exclusion de toutes opérations susceptibles de faire perdre à la société son caractère civil, ou incompatibles avec les dispositions du Code de la construction et de l'habitation en matière de sociétés civiles constituées en vue de la vente d'immeubles.

La SCI DIJON ARSENAL a été constituée pour une durée de cinquante ans qui prendra fin le 11 mai 2055.

La date de clôture de son exercice social est le 31 décembre.

Le capital de la SCI DIJON ARSENAL s'élève à 1.000 euros et est divisé en 1.000 parts, d'une valeur nominale de 1 euro chacune et entièrement libérées.

II – Liens entre les sociétés intéressées

1/ Liens en capital

ICADE CAPRI détient 100 % des parts de la Société Absorbée.

2/ Dirigeants

ICADE CAPRI est le gérant de la Société Absorbée.

CECI AYANT ETE EXPOSE, LES PARTIES ONT ETABLI LE PROJET DE FUSION SUIVANT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA FUSION ENVISAGEE

En vue de la fusion-absorption de la SCI DIJON ARSENAL par ICADE CAPRI, dans les conditions prévues aux articles L. 236-1 et suivants du Code de commerce et 254 et suivants du décret du 23 mars 1967, la Société Absorbée apporte à ICADE CAPRI, sous réserve de la réalisation définitive de la fusion, l'universalité de son patrimoine.

Ainsi, si la fusion est réalisée :

- le patrimoine de la Société Absorbée sera dévolu à la Société Absorbante dans l'état où il se trouvera lors de la réalisation de la fusion ; il comprendra tous les biens, droits et valeurs appartenant à la Société Absorbée à cette époque, sans exception ;
- la Société Absorbante deviendra débitrice des créanciers non obligataires de la Société Absorbée aux lieux et place de celle-ci, sans que cette substitution emporte novation à leur égard.

ARTICLE 2 : MOTIFS ET BUTS DE LA FUSION

L'opération de fusion-absorption, objets du présent traité, s'inscrit dans le cadre des mesures de rationalisation et de simplification des structures du groupe auquel appartiennent les sociétés concernées.

ICADE CAPRI, compte tenu de sa position vis-à-vis des tiers, a été retenue comme Société Absorbante.

ARTICLE 3 : DATE D'EFFET DE LA FUSION

Les parties conviennent que la fusion prendront effet rétroactivement au 1^{er} janvier 2007 (ci-après dénommée la « *Date d'Effet de la Fusion* »).

Les opérations, tant actives que passives, engagées par la Société Absorbée depuis cette date jusqu'à la Date de Réalisation de la Fusion définie à l'article 12 ci-après, seront ainsi réputées avoir été accomplies pour le compte de la Société Absorbante, d'un point de vue comptable et fiscal.

Les comptes de la Société Absorbée afférents à cette période seront immédiatement remis au président de la Société Absorbante.

ARTICLE 4 : COMPTES SERVANT DE BASE A LA FUSION

Les termes et conditions du présent projet de fusion ont été établis par la Société Absorbante et la Société Absorbée, sur la base :

- des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2006 de la Société Absorbante,
- des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2006 de la Société Absorbée figurant en annexe 4 ci-après.

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2006 de la Société Absorbante sont soumis au contrôle du commissaire aux comptes et seront soumis à l'approbation de l'associé unique de cette société, à la Date de Réalisation de la Fusion.

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2006 de la Société Absorbée ont été approuvés par l'assemblée générale de cette société le 31 janvier 2007.

ARTICLE 5 : METHODE D'EVALUATION DES BIENS APPORTES

ICADE CAPRI détenant 100 % des parts de la Société Absorbée, les éléments d'actif et de passif de cette dernière seront apportés à la Société Absorbante, pour leur valeur nette comptable au 1^{er} janvier 2007, Date d'Effet de la Fusion, conformément aux dispositions du règlement n° 2004-01 du 4 mai 2004 du Comité de la Réglementation Comptable.

De même, en application de ce règlement, il n'a pas été constaté de provision pour pertes à subir entre la Date d'Effet de la Fusion et la Date de Réalisation de la Fusion, en raison du fait que la comptabilisation d'une telle provision n'est obligatoire qu'afin de respecter l'obligation juridique de libération de l'augmentation de capital de la Société Absorbante. Or, comme il est indiqué à l'article 7 ci-après, la Société Absorbante détenant la totalité des parts de la Société Absorbée, elle ne procédera à aucune augmentation de son capital lors de la réalisation de la fusion.

ARTICLE 6 : DESIGNATION DES APPORTS

La Société Absorbée fait apport à titre de fusion, dans les conditions fixées par la loi et les décrets en vigueur sous les garanties ordinaires de fait et de droit en pareille matière, et sous réserve des conditions suspensives ci-après fixées, à ICADE CAPRI qui accepte, de tous biens et droits sans exception ni réserve dont se composait son actif à la date du 1^{er} janvier 2007, Date d'Effet de la Fusion, ledit apport comprenant les éléments ci-après sans que l'énumération qui va suivre, puisse être considérée comme limitative :

6.1. Actif apporté

L'actif de la Société Absorbée dont la transmission est prévue au profit de la Société Absorbante comprenait au 31 décembre 2006, date de l'arrêté des comptes utilisés pour la présente opération et après prise en compte de l'affectation du résultat de cet exercice conformément aux dispositions statutaires et à la décision de l'assemblée générale de la Société Absorbée du 31 janvier 2007, les biens, droits et valeurs ci-après désignés :

ACTIF CIRCULANT

- Travaux en cours
figurant au bilan pour un montant net de 1.420.229,75 euros
(brut : 1.420.229,75 euros ; provision : 0 euro)
- Créance clients
figurant au bilan pour un montant net de 1.777.425,00 euros
(brut : 1.777.425,00 euros ; provision : 0 euro)
- Etat TVA
figurant au bilan pour un montant net de 48.028,58 euros
(brut : 48.028,58 euros ; provision : 0 euro)
- Crédit TVA
figurant au bilan pour un montant net de 227.661,00 euros
(brut : 227.661,00 euros ; provision : 0 euro)
- Associés
figurant au bilan pour un montant net de 429.868,80 euros
(brut : 429.868,80 euros ; provision : 0 euro)

- Débiteurs divers figurant au bilan pour un montant net de (brut : 44.967,17 euros ; provision : 0 euro)	44.967,17 euros
---	-----------------

SOIT UN TOTAL DE L'ACTIF APPORTE	<u>3.948.180,30 euros</u>
----------------------------------	---------------------------

étant précisé que pour le détail des apports figurant sous les rubriques ci-dessus visées, les parties déclarent vouloir se référer aux livres comptables de la Société Absorbée.

6.2. Passif pris en charge

En contrepartie de cet apport, et ainsi qu'il sera indiqué ci-après, ICADE CAPRI prendra en charge la totalité du passif de la Société Absorbée qui, au 31 décembre 2006, comprenait les éléments suivants :

- Avances associés figurant au bilan pour un montant net de	623.000,00 euros
- Emprunts bancaires figurant au bilan pour un montant net de	952.244,12 euros
- Intérêts courus figurant au bilan pour un montant net de	18.600,00 euros
- Dettes fournisseurs figurant au bilan pour un montant net de	295.952,07 euros
- Etat TVA figurant au bilan pour un montant net de	291.283,69 euros
- Produits constatés d'avance figurant au bilan pour un montant net de	1.766.100,42 euros

SOIT UN TOTAL DE PASSIF PRIS EN CHARGE	<u>3.947.180,30 euros</u>
--	---------------------------

étant précisé que pour le détail du passif pris en charge figurant sous les rubriques ci-dessus visées, les parties déclarent vouloir se référer aux livres comptables de la Société Absorbée.

6.3. Actif net apporté

L'actif apporté s'élevant à :	3.948.180,30 euros
-------------------------------	--------------------

Et le passif pris en charge à :	(3.947.180,30) euros
---------------------------------	----------------------

L'actif net comptable apporté par la Société Absorbée représente une valeur de :	<u>1.000 euros</u>
---	--------------------

ARTICLE 7 : ABSENCE DE RAPPORT D'ECHANGE ET D'AUGMENTATION DE CAPITAL

La Société Absorbante détient à ce jour, la totalité des parts de la Société Absorbée et s'engage expressément à les conserver jusqu'à la Date de Réalisation de la Fusion.

Elle renoncera, si la fusion se réalise, à émettre des actions nouvelles auxquelles ses participations dans la Société Absorbée lui donnent droit au titre de la fusion. Il ne sera, en conséquence, émis aucun titre en rémunération des apports.

Il n'y a donc pas lieu d'établir un rapport d'échange, ni de procéder à une augmentation du capital de la Société Absorbante.

ARTICLE 8 : BONI ET MALI DE FUSION

La valeur de l'actif net apporté par la Société Absorbée étant égale à la valeur comptable des parts de cette société inscrites dans les comptes de la Société Absorbante, la fusion-absorption de la Société Absorbée ne dégagera ni boni, ni mali de fusion.

ARTICLE 9 : DISSOLUTION DE LA SOCIETE ABSORBEE

La Société Absorbée sera dissoute de plein droit, sans liquidation, du fait et au jour de la réalisation définitive de la fusion de cette société, soit à compter de l'approbation de cette fusion par l'associé unique de la Société Absorbante.

ARTICLE 10 : PROPRIETE - JOUISSANCE

La Société Absorbante sera propriétaire de l'universalité du patrimoine de la Société Absorbée à compter de la Date de Réalisation de la Fusion. Elle en aura la jouissance rétroactivement à compter du 1^{er} janvier 2007.

ARTICLE 11 : CHARGES ET CONDITIONS

11.1. Charges et conditions principales

A/ D'une manière générale, la Société Absorbante sera subrogée purement et simplement, dans tous les droits, actions, obligations et engagements divers de la Société Absorbée, dans la mesure où ces droits, actions, obligations et engagements se rapportent aux biens faisant l'objet du présent apport.

B/ La Société Absorbante prendra les biens apportés par la Société Absorbée dans l'état où ils se trouveront à la Date de Réalisation de la Fusion, sans pouvoir exercer aucun recours contre elle pour quelque cause que ce soit et notamment pour usure ou mauvais état des installations, du mobilier et des matériels ou outillages apportés, erreur dans la désignation et la contenance des biens, quelle qu'en soit l'importance.

C/ Les apports de la Société Absorbée sont consentis et acceptés moyennant la charge pour la Société Absorbante de payer en l'état, l'intégralité du passif de la Société Absorbée, tel qu'énoncé plus haut. D'une manière générale, la Société Absorbante prendra en charge l'intégralité du passif de la Société Absorbée, tel que ce passif existera à la Date de Réalisation de la Fusion.

Il est précisé ici que le montant ci-dessus indiqué du passif de la Société Absorbée à la date du 31 décembre 2006, donné à titre purement indicatif, ne constitue pas une reconnaissance de dette au profit de prétendus créanciers qui seront tenus, dans tous les cas, d'établir leurs droits et de justifier de leurs titres.

Enfin, la Société Absorbante prendra à sa charge, les passifs qui n'auraient pas été comptabilisés et transmis en vertu du présent acte, ainsi que les passifs ayant une cause antérieure au 1^{er} janvier 2007, mais qui ne se révéleraient qu'après la réalisation définitive de la fusion.

11.2. Autres charges et conditions

A/ La Société Absorbante aura tous pouvoirs, dès la réalisation de la fusion, notamment pour intenter ou défendre, aux lieu et place de la Société Absorbée, dans le cadre de toutes actions contentieuses en cours ou nouvelles, pour donner tous acquiescements à toutes décisions, pour recouvrer, recevoir ou payer toutes sommes dues en exécution de décisions de justice ou de transactions.

B/ La Société Absorbante supportera et acquittera, à compter de la Date de Réalisation de la Fusion, les impôts et taxes, primes et cotisations d'assurances, ainsi que toutes charges quelconques, ordinaires ou extraordinaires, grevant ou pouvant grever les biens et droits apportés et celles qui sont ou seront inhérentes à l'exploitation ou à la propriété des biens apportés.

C/ La Société Absorbante se conformera aux lois, décrets, arrêtés, règlements et usages concernant les exploitations de la nature de celle dont font partie les biens apportés et fera son affaire personnelle de toutes autorisations qui pourraient être nécessaires, le tout à ses risques et périls.

D/ La Société Absorbante sera subrogée, à compter de la Date de Réalisation de la Fusion dans le bénéfice et la charge des contrats de toute nature liant valablement la Société Absorbée à des tiers pour l'exploitation de son activité.

Elle fera son affaire personnelle de l'obtention de l'agrément par tous tiers à cette subrogation, la Société Absorbée s'engageant, pour sa part, à entreprendre, chaque fois que cela sera nécessaire, les démarches en vue du transfert de ces contrats.

En particulier, des avenants aux contrats d'assurances de responsabilité civile des promoteurs et/ou des constructeurs non réalisateurs ont été conclus, dès avant ce jour, entre la société Icade, associée unique de la Société Absorbante, et les compagnies d'assurances, afin que l'assurée soit la Société Absorbante et non plus la Société Absorbée, à compter de la Date de Réalisation de la Fusion.

E/ La Société Absorbante exécutera, à compter de la Date de Réalisation de la Fusion, tous traités, marchés et conventions intervenus avec des tiers, relativement à l'exploitation des biens apportés, toutes assurances de dommages-ouvrages et assurances contre l'incendie, les accidents et autres risques et sera subrogée dans tous les droits et obligations en résultant à ses risques et périls, sans recours contre la Société Absorbée.

11.3. Engagements de la Société Absorbée

A/ La Société Absorbée s'oblige jusqu'à la Date de Réalisation de la Fusion, à poursuivre l'exploitation de son activité en bon père de famille ou en bon commerçant, et à ne rien faire, ni laisser faire, qui puisse avoir pour conséquence d'entraîner sa dépréciation.

De plus, jusqu'à la réalisation définitive de la fusion, la Société Absorbée s'oblige à n'effectuer aucun acte de disposition des éléments de son patrimoine social sur des biens, objets de la présente opération, en dehors des opérations sociales courantes, sans accord de la Société Absorbante, et à ne contracter aucun emprunt exceptionnel sans le même accord, de manière à ne pas affecter les valeurs conventionnelles de l'apport sur le fondement desquelles ont été établies les bases financières de l'opération projetée.

B/ La Société Absorbée s'oblige à fournir à la Société Absorbante, tous les renseignements dont cette dernière pourrait avoir besoin, à lui donner toutes signatures et à lui apporter tous concours utiles pour lui assurer vis-à-vis de quiconque la transmission des biens et droits compris dans les apports et l'entier effet des présentes conventions. La Société Absorbée devra, notamment, à première réquisition de la Société Absorbante, faire établir tous actes complémentaires, réitératifs ou confirmatifs des présents apports et fournir toutes justifications et signatures qui pourraient être nécessaires ultérieurement.

C/ La Société Absorbée s'oblige également à remettre et à livrer à la Société Absorbante aussitôt après la réalisation définitive des présents apports, tous les biens et droits ci-dessus apportés, ainsi que tous titres et documents de toute nature s'y rapportant.

ARTICLE 12 : REALISATION DEFINITIVE DE LA FUSION - CONDITIONS SUSPENSIVES

La présente fusion et la dissolution de la Société Absorbée qui en résulte sont subordonnées à la réalisation des conditions suspensives suivantes :

- Approbation de la fusion-absorption de la Société Absorbée par son associé unique, ICADE CAPRI ;
- Approbation de la fusion par l'associé unique d'ICADE CAPRI.

La fusion sera définitivement réalisée à la date des décisions de l'associé unique d'ICADE CAPRI approuvant cette fusion et constatant l'approbation préalable de cette fusion par l'associé unique de la Société Absorbée (ci-après dénommée la « *Date de Réalisation de la Fusion* »).

La réalisation de ces conditions suspensives sera suffisamment établie, vis-à-vis de quiconque, par la remise de copies ou d'extraits certifiés conformes du procès-verbal des décisions de l'associé unique de la Société Absorbée et du procès-verbal des décisions de l'associé unique de la Société Absorbante.

La constatation matérielle de la réalisation définitive de la présente fusion pourra avoir lieu par tous autres moyens appropriés.

Faute de réalisation des conditions ci-dessus, le 31 décembre 2007 au plus tard, les présentes seront, sauf prorogation de ce délai, considérées comme nulles et non avenues, sans indemnité de part ni d'autre.

Il ne sera procédé à aucune opération de liquidation du fait de la transmission à la Société Absorbante de la totalité de l'actif et du passif de la Société Absorbée.

Pour l'hypothèse où la personnalité morale de la Société Absorbée survivrait, le représentant légal de la Société Absorbante est nommé représentant de la Société Absorbée.

ARTICLE 13 : DECLARATIONS DE LA SOCIETE ABSORBEE

13.1. Déclarations générales

La Société Absorbée déclare pour ce qui la concerne :

- qu'elle n'a jamais été en état de cessation des paiements, n'a jamais fait l'objet d'une procédure de conciliation, de sauvegarde, de règlement amiable, de redressement ou de liquidation judiciaire, et de manière générale, qu'elle a la pleine capacité de disposer de ses droits et biens ;
- qu'elle ne fait actuellement, et qu'elle n'est susceptible d'être ultérieurement, l'objet d'aucune poursuite pouvant entraver ou interdire l'exercice de son activité ;
- qu'elle a obtenu toutes les autorisations contractuelles, administratives ou autres qui pourraient être nécessaires pour assurer valablement la transmission des biens apportés ;
- que les créances et valeurs mobilières apportées, sont de libre disposition ; qu'elles ne sont grevées d'aucun nantissement ;
- que son patrimoine n'est menacé d'aucune mesure d'expropriation ;
- que le matériel et les autres éléments de l'actif ne sont grevés d'aucune inscription de privilège de vendeur ou de nantissement, étant entendu que, si une telle inscription se révélait avant la réalisation définitive de la fusion, la Société Absorbée devrait immédiatement en rapporter mainlevée et certificat de radiation à ses frais ;
- qu'elle s'oblige à remettre et à livrer à la Société Absorbante, à la Date de Réalisation de la Fusion, les livres, documents et pièces comptables inventoriés.

13.2. Déclarations spécifiques

La Société Absorbée déclare qu'aux termes (i) d'un acte authentique en date du 14 septembre 2005, reçu par Maître Xavier Alhéric et Maître Jacques Laureau, notaires à Dijon (21000), et (ii) d'un acte authentique en date du 15 juin 2006, reçu par Maître Jacques Laureau, elle a acquis des terrains sur lesquels elle procède, conformément à son objet social, à la vente en état futur d'achèvement de lots de copropriété. Une note sur l'origine de propriété desdits terrains et la liste des lots de copropriété dont la Société Absorbée était propriétaire au 10 janvier 2007, établies par Maître Jacques Laureau à cette date, figurent en annexe 13.2 des présentes.

Ce bien immobilier sera transmis en pleine propriété, tel qu'il existe avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, sans aucune exception ni réserve à l'exception de servitudes pouvant exister et qui ont d'ores et déjà été communiquées à la Société Absorbante, ce que monsieur Antoine Fayet, ès-qualité, déclare expressément reconnaître.

La Société Absorbante sera, de convention expresse, purement et simplement subrogée, à la Date de Réalisation de la Fusion, dans les droits et obligations de la Société Absorbée résultant des contrats de réservation de vente en état futur d'achèvement, des promesses de vente en état futur d'achèvement et/ou des contrats de vente en état futur d'achèvement, conclus par cette société.

Aux fins de l'accomplissement des formalités de publicité foncière, l'origine de propriété du bien immobilier sera établie par un notaire, au rang des minutes duquel sera déposé un exemplaire du traité de fusion et un exemplaire du procès-verbal des décisions de l'associé unique d'ICADE CAPRI.

En outre, un notaire établira la désignation des lots de copropriété que la Société Absorbée n'aura pas encore vendu à la Date de Réalisation de la Fusion et qui seront transmis à la Société Absorbante à cette date.

Les hypothèques conventionnelles constituées et inscrites sur le bien immobilier seront maintenues au profit des créanciers à la suite de la présente opération, en application de l'article 2461 du Code civil.

ARTICLE 14 : DECLARATIONS FISCALES

14.1. Dispositions générales

Les soussignées s'obligent à se conformer à toutes dispositions légales en vigueur en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de l'impôt sur les sociétés et de toutes autres taxes résultant de la réalisation définitive des présentes fusions, dans le cadre de ce qui sera dit ci-après.

14.2. Dispositions plus spécifiques

14.2.1. Droits d'enregistrement

La fusion, intervenant entre des personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés, bénéficiera, de plein droit, des dispositions de l'article 816 du Code général des impôts.

La formalité sera donc requise sous le bénéfice du seul droit fixe de 500 euros.

14.2.2. Impôt sur les sociétés

Les sociétés soussignées, déclarent vouloir soumettre la présente fusion au régime prévu à l'article 210 A du Code général des impôts.

En conséquence, ICADE CAPRI s'engage :

- à reprendre à son passif, les provisions dont l'imposition est différée chez la Société Absorbée (article 210 A-3.a. du Code général des impôts) ;
- à se substituer à la Société Absorbée pour la réintégration des résultats dont l'imposition a été différée chez cette dernière (article 210 A-3.b. du Code général des impôts) ;
- à calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables reçues en apport d'après la valeur qu'avaient ces biens, du point de vue fiscal, dans les écritures de la Société Absorbée (article 210 A-3.c. du Code général des impôts) ;
- à réintégrer, par parts égales, dans ses bénéfices soumis à l'impôt sur les sociétés dans les conditions fixées à l'article 210 A-3.d. du Code général des impôts, les plus-values dégagées lors de l'apport des biens amortissables. Toutefois, la cession d'un bien amortissable entraînera l'imposition immédiate de la fraction de la plus-value afférente à ce bien qui n'aurait pas été réintégrée. En contrepartie, les amortissements et les plus-values ultérieurs afférents aux éléments amortissables seront calculées d'après la valeur qui leur aura été attribuée lors de l'apport (article 210 A-3.d. du Code général des impôts) ;
- à inscrire à son bilan les éléments autres que les immobilisations pour la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la Société Absorbée (article 210 A-3.e. du Code général des impôts).

Les résultats bénéficiaires ou déficitaires réalisés par la Société Absorbée depuis la Date d'Effet de la Fusion, soit depuis le 1^{er} janvier 2007, seront pris en compte dans les résultats de la Société Absorbante.

En outre, la Société Absorbante et la Société Absorbée s'engagent à accomplir, au titre du présent projet de traité de fusion, l'ensemble des obligations déclaratives prévues par les dispositions de l'article 54 septies I et II du Code général des impôts.

Plus particulièrement, ICADE CAPRI s'engage à :

- joindre à ses déclarations de résultats l'état de suivi des plus-values prévu à l'article 54 septies I du Code général des impôts ;
- tenir à la disposition de l'administration le registre sur le suivi des plus-values dégagées sur les éléments d'actif non amortissables, prévu à l'article 54 septies II du Code général des impôts.

14.2.3. Taxe sur la valeur ajoutée

A/ La Société Absorbante sera, de convention expresse, purement et simplement subrogée dans les droits et obligations de la Société Absorbée et se verra transférer les crédits de taxe dont disposera la Société Absorbée. A cet effet, la Société Absorbante adressera au service des impôts dont elle relève, une déclaration en double exemplaire mentionnant le montant du crédit de T.V.A. qui lui sera transféré par l'effet de la fusion (D.adm. 3D 1411, n°73 du 2 novembre 1996).

B/ La présente fusion emporte transmission d'une universalité totale de biens au sens de l'article 257 bis du Code général des impôts entre deux assujettis redevables de la TVA. Dans ces conditions, ICADE CAPRI et la société Absorbée déclarent se prévaloir des dispositions de l'article 257 bis du Code général des impôts en application desquelles les livraisons de biens, les prestations de services et les opérations mentionnées aux 6° et 7° de l'article 257 du Code général des impôts sont dispensées de TVA lorsqu'elles sont réalisées entre redevables de la TVA à l'occasion de la transmission à titre onéreux ou à titre gratuit, ou sous forme d'apport à une société, d'une universalité totale ou partielle de biens.

La Société Absorbante est réputée continuer la personne de la Société Absorbée à raison de sa qualité de bénéficiaire de l'universalité totale ou partielle de biens. La Société Absorbante est donc tenue, le cas échéant, d'opérer les régularisations du droit à déduction de la TVA et les taxations de cessions ou de livraisons à soi-même qui deviendraient exigibles postérieurement à la transmission d'universalité dans des conditions identiques à celles qui auraient été appliquées à la Société absorbée en l'absence de fusion.

En tant que de besoin, la Société Absorbante s'engage à calculer le montant de la TVA sur marge due au titre des opérations visées à l'article 257-6° du Code général des impôts en retenant au deuxième terme de la différence, le montant qui aurait été celui retenu par la Société Absorbante si cette dernière avait réalisé l'opération.

La Société Absorbante et la Société Absorbée s'engagent à mentionner le montant total hors taxe de la transmission sur la déclaration de TVA souscrite au titre de la période au cours de laquelle l'opération est réalisée. Ce montant devra être mentionné sur la ligne « autres opérations non-imposables » (instruction administrative 3 A-6-06 du 20 mars 2006, n°13).

14.2.4. Reprise des engagements fiscaux antérieurs de la Société Absorbée

La Société Absorbante reprend en tant que de besoin, le bénéfice et/ou la charge de tous les engagements d'ordre fiscal relatifs aux biens apportés dans le cadre du présent traité de fusion qui auraient pu être antérieurement souscrits par la Société Absorbée, à l'occasion d'opérations ayant bénéficié d'un régime fiscal de faveur en matière de droits d'enregistrement, d'impôt sur les sociétés ou encore de taxes sur le chiffre d'affaires.

ARTICLE 15 : DISPOSITIONS DIVERSES

15.1. Formalités

A/ La Société Absorbante remplira, dans les délais légaux, toutes formalités légales de publicité et dépôts légaux relatifs aux apports.

B/ Elle fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il appartiendra, pour faire mettre à son nom les biens apportés.

Elle fera également son affaire personnelle, le cas échéant, des significations devant être faites conformément à l'article 1690 du Code civil aux débiteurs des créances apportées.

C/ Elle remplira, d'une manière générale, toutes formalités nécessaires, en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits immobiliers à elle apportés.

15.2. Désistement

La Société Absorbée déclare se désister purement et simplement de tous droits de privilège et d'action résolutoire pouvant lui profiter sur les biens ci-dessus apportés, pour garantir l'exécution des charges et conditions imposées à la Société Absorbante, aux termes du présent acte.

En conséquence, elle dispense expressément de prendre inscription à son profit, pour quelque cause que ce soit.

15.3. Remise de titres

Il sera remis à la Société Absorbante lors de la réalisation définitive de la présente fusion, les originaux des actes constitutifs et modificatifs de la Société Absorbée, ainsi que les livres de comptabilité, les titres de propriété, les attestations relatives aux valeurs mobilières, la justification de la propriété des parts et tous contrats, archives, pièces ou autres documents relatifs aux biens et droits apportés.

15.4. Frais

Tous les frais, droits et honoraires auxquels donnent ouverture la fusion, ainsi que tous ceux qui en seront la suite et la conséquence, seront supportés par la Société Absorbante.

15.5. Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et leurs suites, et pour toutes significations et notifications, les parties élisent domicile en leurs sièges sociaux respectifs.

15.6. Pouvoirs

Tous pouvoirs sont dès à présent expressément donnés :

- à monsieur Antoine Fayet pour la Société Absorbante et à monsieur Hubert Capitant de Villebonne de Bouille pour la Société Absorbée, avec faculté de délégation, à l'effet, s'il y a lieu, de faire le nécessaire au moyen de tous actes complémentaires ou supplétifs ;
- aux porteurs d'originaux ou d'extraits certifiés conformes des présentes et de toutes pièces constatant la réalisation définitive de la fusion, pour exécuter toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, tous dépôts, inscriptions, publications et autres.

Fait à Paris
Le 15 février 2007
En 7 exemplaires

entre les parties, les
ont été reliées par le
SEMBLANT R.C.
toute substitution ou
édition et sont seulement signées
à la dernière page.

Pour la société ICADE CAPRI
Monsieur Antoine Fayet

Pour la société SCI DIJON ARSENAL
ICADE CAPRI représentée par
Monsieur Hubert Capitant de Villebonne
de Bouille

Annexe 4

Comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2006 de la Société Absorbée

SCI DIJON ARSENAL

BILAN AU 31/12/06

BILAN AU 31 DECEMBRE 2006

A C T I F		EXERCICE 2006		P A S S I F		EXERCICE 2006		TOTAUX PARTIELS
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET				
ACTIF CIRCULANT					CAPITAL	1 000.00	1 000.00	1 000.00
STOCKS				1 420 229.75	REPORT A NOUVEAU RESULTAT DE L EXERCICE	0.00 -232 013.20	0.00 -232 013.20	0.00 -232 013.20
Travaux en cours Logements achevés		1 420 229.75	0.00		PROVISION POUR RISQUE	0.00	0.00	0.00
CREANCES D EXPLOITATION				2 295 937.35	DETTES			
Créance clients		1 777 425.00			DETTES FINANCIERES			1 593 844.12
Etat TVA		48 028.58			Avances associés	623 000.00	623 000.00	
Credit TVA		227 661.00			Emprunts bancaires	952 244.12	952 244.12	
Associés		197 855.60			Interets courus	18 600.00	18 600.00	
Débiteurs divers		44 967.17						
ACOMPTES VERSES		0.00		0.00	AVANCES ET ACOMPTES RECUS	0.00	0.00	0.00
DISPONIBILITE		0.00		0.00	DETTES D EXPLOITATION			587 235.76
					Dettes fournisseurs et comptes rattachés	295 952.07	295 952.07	
					Etat TVA	291 283.69	291 283.69	
					Associés autres dettes	0.00	0.00	
CHARGES DIFFEREES		0.00		0.00	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE			
						1 766 100.42	1 766 100.42	1 766 100.42
		3 716 167.10	0.00	3 716 167.10		3 716 167.10	3 716 167.10	3 716 167.10

BILAN RESUME ET COMPARE

A C T I F	EXERCICE 2005	EXERCICE 2006
STOCK	917 778.61	1 420 229.75
AVANCES ET ACOMPTES VERSES		
CREANCES	217 057.11	2 295 937.35
DISPONIBILITES	0.00	0.00
CHARGES DIFFEREES	0.00	0.00
	1 134 835.72	3 716 167.10

P A S S I F	EXERCICE 2005	EXERCICE 2006
CAPITAUX PROPRES	-196 855.60	-231 013.20
PROVISIONS SUR RISQUES	0.00	0.00
DETTES	1 331 691.32	2 181 079.88
PRODUITS COMPTABILISES D AVANCE	0.00	1 766 100.42
	1 134 835.72	3 716 167.10

COMPTE DE RESULTAT 31 DECEMBRE 2006

CHARGES	EXERCICE 2006		PRODUITS	EXERCICE 2006	
CHARGES D EXPLOITATION		852 021.39	PRODUITS D EXPLOITATION		958 949.51
VARIATION STOCK	852 021.39		Ventes	455 596.90	
			Facturation TMA	0.00	
			Production stockée	852 021.39	
			Variation du stock	-349 570.25	
AUTRES CHARGES EXTERNES	326 892.99	326 892.99	Autres produits	901.47	
IMPOTS ET TAXES	12 048.00	12 048.00			0.00
CHARGES FINANCIERES	0.00	0.00	PRODUITS FINANCIERS	0.00	
AUTRES CHARGES	0.33	0.33	REPRISE PROVISION	0.00	0.00
DOTATION PROVISION	0.00	0.00	TRANSFERT CHARGES	0.00	0.00
BENEFICE	0.00	0.00	PERTE	232 013.20	232 013.20
	1 190 962.71	1 190 962.71		1 190 962.71	1 190 962.71

COMPTE DE RESULTAT RESUME COMPARE

	EXERCICE 2005	EXERCICE 2006
CHIFFRE D AFFAIRES NET	0.00	455 596.90
PRODUCTION STOCKEE	917 778.61	852 021.39
PRIX DE REVIENT DES LOTS VENDUS	0.00	-349 570.25
REPRISE/AMORTISSEMENT/PROVISION	0.00	0.00
ET TRANSFERT DE CHARGES		
AUTRES PRODUITS	0.00	901.47
TOTAL PRODUITS D EXPLOITATION	917 778.61	958 949.51
ACHATS DE MATIERES PREMIERES	917 778.61	852 021.39
ACHATS DE CHARGES EXTERNES	197 854.82	326 892.99
IMPOTS ET TAXES ASSIMILES	0.00	12 048.00
SALAIRES ET CHARGES SOCIALES	0.00	0.00
DOTATIONS AUX COMPTES D'AMORTISSEMENT/PROVISIONS	0.78	0.33
AUTRES CHARGES		
TOTAL CHARGES D EXPLOITATION	1 115 634.21	1 190 962.71
RESULTAT D EXPLOITATION	-197 855.60	-232 013.20
PRODUITS FINANCIERS	0.00	0.00
CHARGES FINANCIERES	0.00	0.00
RESULTAT FINANCIER	0.00	0.00
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	-197 855.60	-232 013.20
PRODUITS EXCEPTIONNELLES		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
RESULTAT EXCEPTIONNEL	0.00	0.00
IMPOT SUR LES BENEFICES		
TOTAL DES PRODUITS	917 778.61	958 949.51
TOTAL DES CHARGES	1 115 634.21	1 190 962.71
RESULTAT	-197 855.60	-232 013.20

SCI DIJON ARSENAL
SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE AU CAPITAL DE 1000 EUROS
Siège social : ICADE CAPRI 103 AVENUE DE SAXE 69003 LYON
N° SIREN : 48229871800016

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2006

1 FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

1.1 ACTIVITE ET EVOLUTION DES OPERATIONS

Au cours de cet exercice, nous vous informons que :

- Le déroulement du chantier démarré en février 2006 n'a pas présenté de difficulté au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2006.
- L'état de la commercialisation au 31 décembre 2006 est représenté dans le tableau ci-dessous :

(en K€)	31.12.2006	31.12.2005
Réservations	3 159	
Ventes notaires	2 657	
Livraisons		

1.2 AUTRES EVENEMENTS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Néant.

2 REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1 *PRINCIPES*

2.1.1 Principe général

Les comptes annuels ont été établis conformément aux méthodes généralement admises en France, aux directives comptables issues du Plan Comptable Général et aux normes spécifiques à la promotion immobilière, y compris en ce qui concerne les principes :

- de continuité de l'exploitation,
- d'indépendance des exercices,
- de permanence des méthodes comptables.

L'exercice a une durée de 12 mois et couvre la période entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2006.

Aucun changement de méthode ou d'estimation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Les données chiffrées de l'annexe sont exprimées en milliers d'euros.

2.1.2 Comptabilisation du chiffre d'affaires et du résultat des opérations immobilières

Conformément au règlement 99-08 du CRC et à l'article 380-1 du plan comptable général, la Société a choisi de retenir la méthode préférentielle de comptabilisation à l'avancement du chiffre d'affaires et du résultat, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Acte notarié de vente en l'état futur d'achèvement ou contrat de promotion immobilière signé avec l'acquéreur,
- Permis de construire purgé de recours de tiers ou de l'administration,
- Marché de travaux signé avec l'entrepreneur (ordre de service donné).

La prise en compte du chiffre d'affaires et du résultat à l'avancement est réalisé au fur et à mesure de la réalisation du programme immobilier.

A chaque clôture, le budget prévisionnel de l'opération immobilière fait l'objet d'une actualisation sur la base des derniers éléments connus.

Le taux d'avancement technique est déterminé sur la base des dépenses réelles encourues correspondant aux situations de travaux méritées à la clôture de l'exercice par rapport aux dépenses travaux prévisionnelles budgétées.

Une facture non parvenue est éventuellement constituée à la clôture de l'exercice en fonction des charges à payer.

Le cas échéant, les opérations immobilières présentant des résultats prévisionnels déficitaires font l'objet d'une provision pour perte à terminaison dans l'exercice où elles sont constatées ; le montant de cette provision est évalué sous déduction des résultats comptabilisés lors des exercices précédents.

2.1.3 Consolidation

La Société est incluse dans le périmètre de consolidation du groupe ICADE.

2.2 METHODES D'EVALUATION

2.2.1 Stocks et en-cours de production

Les valeurs d'exploitation prennent en compte les terrains destinés à la vente ou à la construction, les travaux en cours et les frais annexes afférents.

Les terrains sont comptabilisés à leur coût d'achat et comprennent notamment :

- Les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires, frais d'actes...etc.)
- Les frais destinés à rendre les terrains libres et nus (frais de démolition, indemnités d'éviction, coût d'achat des servitudes...etc.)
- Les redevances et participations diverses
- Les frais de voirie, de réseaux et d'aménagements
- Les frais financiers rattachables à la réalisation du programme immobilier.

Les travaux en cours sont valorisés à leur coût de production (charges directes de construction), selon la méthode à l'avancement.

L'ensemble des charges de structure est pris en charges dans l'exercice de leur réalisation et est exclu des charges affectées aux travaux en cours. Ces charges concernent principalement les honoraires de gestion et le coût des ventes (honoraires de commercialisation, frais de publicité).

2.2.2 Provisions pour dépréciation des stocks

Des provisions pour dépréciation des stocks sont constituées lorsque la valeur des éléments d'actif constatée à la clôture de l'exercice est inférieure à leur valeur comptable.

Elles sont estimées à partir de la valeur d'inventaire qui est elle-même définie en tenant compte de la situation du marché et des perspectives de ventes.

2.2.3 Créances

Créances sur vente en l'état futur d'achèvement

Les créances clients sont comptabilisées à leur valeur nominale et correspondent, à la date de clôture de l'exercice, aux soldes dus sur acte de vente en l'état futur d'achèvement. Conformément à la réglementation en vigueur, les appels de fonds s'effectuent au fur et à mesure de l'avancement des travaux, sur la base de l'échéancier défini dans l'acte.

Une provision pour dépréciation est constituée si un risque de litige ou de non recouvrement apparaît.

Autres créances

Elles sont valorisées à leur valeur nominale et font l'objet, en cas de difficulté de recouvrement, d'une provision pour dépréciation.

2.2.4 Provisions pour risques et charges

La réglementation en vigueur autorise la constitution de provisions pour risques et charges lorsque leur objet est nettement précisé, lorsque des événements initiés au cours de l'exercice rendent probables les risques encourus et lorsqu'elles respectent les critères de comptabilisation des passifs et de constitution des provisions fixés par le Plan Comptable Général.

Provisions pour risques

Les provisions pour risques sont établies pour couvrir les risques de pertes à terminaison sur les opérations en cours, et les risques de contentieux, litiges et aléas prévisibles.

2.2.5 Produits constatés d'avance

Dans le cadre de l'activité de promotion immobilière, les ventes en l'état futur d'achèvement conclues par acte notarié sont incluses dans le poste de produits constatés d'avance. Le chiffre d'affaires afférent est pris en compte au fur et à mesure de l'avancement des programmes immobiliers.

3 NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

3.1 *RESULTAT D'EXPLOITATION*

La ventilation du chiffre d'affaires se présente comme suit :

- | | |
|------------------------------------|----------|
| • - Produits sur lots non livrés : | 2 657 K€ |
| • - Produits sur lots livrés : | 0K€ |

3.2 *RESULTAT FINANCIER*

Les frais financiers s'élèvent à 0 K€ au 31/12/2006, soit une variation de 0 K€ par rapport à l'exercice précédent ; ils se composent des éléments suivants :

- | | |
|-------------------------------------|------|
| • - Intérêts sur comptes courants : | 0 K€ |
| • - Commissions de cautions : | 0 K€ |
| • - Autres frais financiers : | 0 K€ |

Les produits financiers s'élèvent à 0 K€ au 31/12/2006, soit une variation de 0 K€ par rapport à l'exercice précédent.

Le résultat financier net s'élève à 0 K€.

3.3 *RESULTAT EXCEPTIONNEL*

Néant

4 NOTES SUR LE BILAN

4.1 *ACTIF*

4.1.1 *Détail du stock*

VALEUR DE STOCKS	31/12/2006	31/12/2005	VARIATION
en cours de production de biens	1 420 230	917 778.61	502451.14
en cours de production de services			0
produits intermédiaires et produits finis			0
stock marchand de biens terrains			0
TOTAL DES STOCKS	1420229.75	917778.61	502451.14

Au 31 décembre 2006, le montant des frais financiers intégrés au stock s’élève à 24 K€.

4.1.2 *Dépréciation des actifs*

VALEUR DES DEPRECIATIONS	01/01/2006	Dotatlons de l'exercice	Reprises de l'exercice	31/12/2006
Dépréciation des en cours de production de biens	-	-	-	-
Dépréciation stock marchand biens terrains	-	-	-	-
Dépréciation des produits intermédiaires et finis	-	-	-	-
Dépréciation des créances clients	-	-	-	-
Dépréciation des autres créances	-	-	-	-
Total des Dépréciatlons	-	-	-	-

SCI DIJON ARSENAL
Annexe aux comptes annuels au 31 décembre 2006

4.1.3 Créances

L'évolution des créances par rapport à l'exercice antérieur est la suivante :

VALEUR DES CREANCES	31/12/2005	31/12/2006	Variation
Créances rattachées à des participations	624	197 856	197 232
Total des créances de l'actif immobilisé	624	197 856	197 232
Créances clients et comptes rattachés	-	1 777 425	1 777 425
Etat TVA et autres taxes à récupérer	216 433	275 690	59 256
Autres créances	-	44 967	44 967
Total des créances de l'actif circulant	216 433	2 098 082	1 881 649
Charges constatées d'avance	-	-	-
Total des créances	217 057	2 295 937	2 078 880

4.2 PASSIF

4.2.1 Capital

Le capital social s'élève à 1000 €.

Il est divisé en 1000 parts :

- La société ICADE CAPRI à concurrence de 999 parts
- La société CAPRI PIERRE à concurrence de 1 part

4.2.2 Provisions pour risques et charges

NATURE DES PROVISIONS	01.01.2006	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice (utilisées)	Reprises de l'exercice (annulées)	31.12.2006
Provisions pour litiges, contentieux et aléas prévisibles	-	-	-	-	-
Pertes à terminaison sur programmes immobiliers	-	-	-	-	-
Autres provisions pour charges	-	-	-	-	-
Total des provisions pour risques et charges	-	-	-	-	-
dont dotations et reprises d'exploitation :		-	-	-	
dont dotations et reprises financières :		-	-	-	
dont dotations et reprises exceptionnelles :		-	-	-	

SCI DIJON ARSENAL
Annexe aux comptes annuels au 31 décembre 2006

4.2.3 Dettes

L'évolution des dettes par rapport à l'exercice antérieur est la suivante :

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	448 829	970 844	522 015
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-
Total des dettes financières	448 829	970 844	522 015
Fournisseurs et comptes rattachés	259 862	295 952	36 090
Personnel et comptes rattachés	-	-	-
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	-	-	-
Etat et autres collectivités publiques	-	291 284	291 284
Autres dettes d'exploitation	623 000	623 000	-
Total des dettes d'exploitation	882 862	1 210 236	327 374
Créditeurs divers	-	-	-
Autres dettes diverses	-	-	-
Total des dettes diverses	-	-	-
Produits constatés d'avance	-	1 766 100	-
Total général	1 331 691	3 947 180	849 389

5 ENGAGEMENTS HORS BILAN

5.1 *ENGAGEMENTS DONNES (PASSIF)*

Le groupe accorde dans le cadre de ses opérations courantes des garanties décennales ou de bonne fin qui ne font pas l'objet d'une estimation chiffrée et d'une mention spécifique. S'il s'avère que ces dernières pourraient donner lieu au versement de sommes quelconques par le groupe, des provisions pour risques et charges sont alors constituées.

	Montant au 31/12/05	Variation	Montant au 31/12/06	Montant des engagements par périodes		
				Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Promesse synallagmatique vente terrain	-	-	-	-	-	-
Contrat de réservation	-	501 000,00	501 000,00	-	-	-
Garantie locative	-	-	-	-	-	-
Dettes garanties par des sûretés réelles	-	-	-	-	-	-
Cautions	-	-	-	-	-	-
TOTAL						

SCI DIJON ARSENAL Annexe aux comptes annuels au 31 décembre 2006

5.2 ENGAGEMENTS RECUS (ACTIF)

	Montant au 31/12/05	Variation	Montant au 31/12/06	Montant des engagements par période		
	Moins d'1 an			De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	
Promesse synallagmatique vente terrain	-	-	-	-	-	-
Ligne de crédit non utilisée	-	-	-	-	-	-
compte sequestre	-	79 000,00	79 000,00	-	-	-
TOTAL						

6 AUTRES INFORMATIONS

6.1 SITUATION FISCALE

La SCI n'a pas opté pour l'imposition de ses bénéfices ; en conséquence, le résultat fiscal est intégré dans celui des associés.

6.2 DETAIL DES COMPTES CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES

LIBELLE	MONTANT	LIBELLE	MONTANT
ACTIF	197 855	PASSIF	623 000
Immobilisations financières	-	Dettes financières	-
Aves et ac. versés/cdes d'exploitation	-	Aves et ac. Reçus/cdes d'exploitation	-
Créances d'exploitation		Dettes d'exploitation	-
Créances diverses	197 855	Dettes sur immobilisation	-
		Dettes diverses	623 000
CHARGES	-	PRODUITS	-
Achat sous-traitance	-	Prestations de services	-
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	-	Produits de participation	-
Pertes sur participations	-	Produits financiers	-
Charges financières	-		

6.3 DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR ET CHARGES A PAYER

SCI DIJON ARSENAL
Annexe aux comptes annuels au 31 décembre 2006

PRODUITS A RECEVOIR (rattachés aux comptes de créances)	MONTANT
Créances rattachées à des participations	-
Prêts et autres immobilisations financières	-
Créances clients et comptes rattachés	-
Autres créances d'exploitation (y compris TVA sur factures non parvenues)	-
Créances diverses	-
TOTAL	-
CHARGES A PAYER (rattachées aux comptes de dettes)	MONTANT
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-
Emprunts et dettes financières diverses	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	293 072
Dettes fiscales et sociales	-
Autres dettes d'exploitation (y compris TVA sur factures à établir)	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-
Autres dettes diverses	-
TOTAL	293 072.0

6.4 FILIALES ET PARTICIPATIONS

Néant.

6.5 EFFECTIF MOYEN

La société n'emploie aucun salarié.

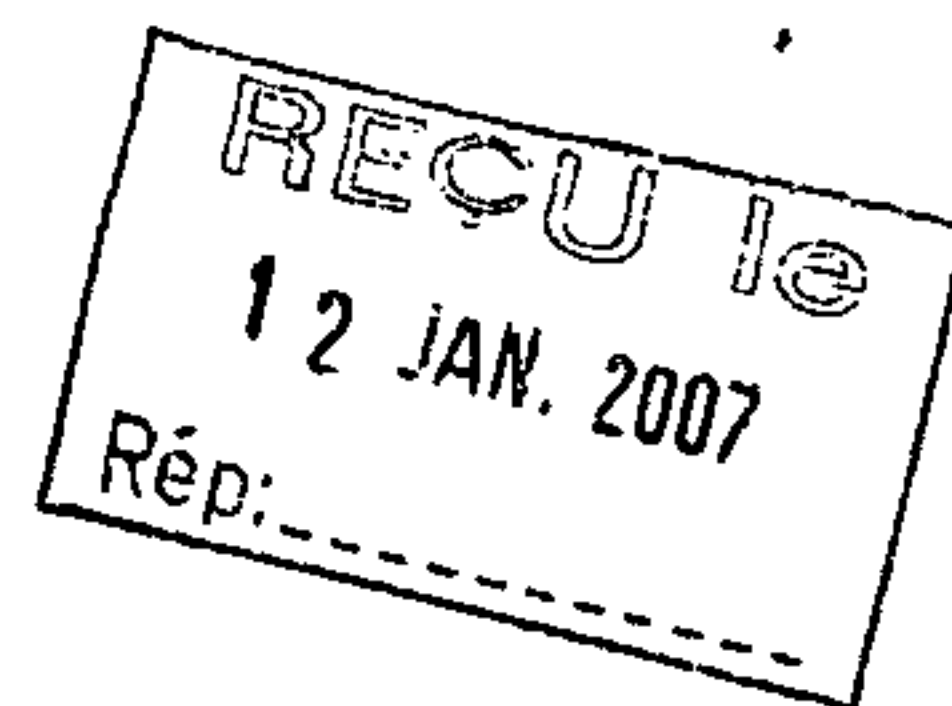
6.6 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Néant.

Annexe 13.2

**Note sur l'origine de propriété des terrains de acquis par la Société Absorbée et
liste des lots de copropriété dont cette société était propriétaire au 10 janvier 2007,
établies par Maître Jacques Laureau**

Jacques LAUREAU
Philippe CLÉON
Boris MUGNERET
— Notaires —



SCP LEFEVRE PELLETIER & ASSOCIES

136 avenue des Champs Elysées
75008 PARIS

GUC

Dijon, le 10 janvier 2007

N/Réf : JAL/FBC/SCI DIJON ARSENAL
Résidence ETOILE DU SUD

V/Réf : AFF.ICADE/SCI
ILB/GUC/RKM
N° 53030032

A l'attention de Me CHEVAIS

Mon Cher Maître,

Suite à votre courrier du 5 janvier dernier, je vous prie de trouver ci-joint liste des actifs de la SCI DIJON ARSENAL, ainsi que note sur l'origine de propriété.

Vous en souhaitant bonne réception, et restant à votre disposition,

Je vous prie de me croire,
Votre bien dévoué.

Me LAUREAU



VERSION 2000
N 2004/22289

23, rue Jacques CELLERIER - 21000 DIJON

Tél. 03 80 58 56 00

Fax J. Laureau

Fax P. Cléon

Fax B. Mugneret

Email : scplcm@notaires.fr

03 80 58 56 29

03 80 58 56 28

03 80 58 56 27

Domiciliation bancaire : CDC. 40031 00001 00001682155 05

Membre d'une association agréée. Le règlement des honoraires par chèque est accepté

Ville de DIJON (21000)

Dans un ensemble immobilier dénommé "RESIDENCE ETOILE DU SUD" considéré dans son état futur d'achèvement sis à DIJON, 10 rue de Marsannay la Côte, cadastré section DI :

- numéro 101 pour une contenance de 2a 15ca,
 - numéro 102 pour une contenance de 19a 13ca,
 - numéro 103 pour une contenance de 5a 79ca,
 - numéro 105 pour une contenance de 1a 07ca,
 - numéro 109 pour une contenance de 1a 13ca,
- Soit une superficie cadastrale totale de 29a 27ca.

Ayant fait l'objet d'un règlement de copropriété contenant un état descriptif de division a été reçu par le notaire soussigné en date du 19 juin 2006 dont une copie authentique a été publiée au premier bureau des Hypothèques de DIJON le 25 juillet 2006 volume 2006P numéro 7776.

Les biens et droits immobiliers ci-après désignés :

BATIMENT A**Rez-de-chaussée****Lot numéro cinq (5)**

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'un appartement type 3 situé au rez-de-chaussée du bâtiment A, dénommé appartement A5 et comprenant séjour, cuisine, deux chambres, salle de bains, wc, entrée, dégagement et placards.

La jouissance exclusive et particulière d'une terrasse et d'un jardin privatif.

Le lot n° 5 figure sous liseré orange du plan du rez-de-chaussée joint.

Indivisément : Les 278/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 507/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment A.

1^{er} étage**Lot numéro sept (7)**

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'un appartement type 4 situé au 1^{er} étage du bâtiment A, dénommé appartement A11 et comprenant séjour, deux chambres, cuisine, salle de bains, entrée, wc, dégagement, placards et deux balcons.

Le lot n° 7 figure sous liseré rose du plan du 1^{er} étage joint.

Indivisément : Les 286/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 635/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment A.

Lot numéro onze (11)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'un appartement type 3 situé au 1^{er} étage du bâtiment A, dénommé appartement A15 et comprenant séjour, cuisine, deux chambres, entrée, salle de bains, wc, dégagement, placards et balcon.

Le lot n° 11 figure sous liseré rose du plan du 1^{er} étage joint.

Indivisément : Les 259/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 575/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment A.

2^{ème} étage

Lot numéro treize (13)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'un appartement type 4 situé au 2^{ème} étage du bâtiment A, dénommé appartement A21 et comprenant séjour, deux chambres, cuisine, entrée, salle de bains, wc, dégagement, placards et deux balcons.

Le lot n° 13 figure sous liseré rose du plan du 2^{ème} étage joint.

Indivisément : Les 299/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 664/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment A.

3^{ème} étage

Lot numéro dix huit (18)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'un appartement type 6 situé au 3^{ème} étage du bâtiment A, dénommé appartement A30 et comprenant séjour, quatre chambres, cuisine, entrée, salle d'eau avec wc, salle de bains, wc, dégagement, placard, balcon et terrasse.

Le lot n° 18 figure sous liseré vert du plan du 3^{ème} étage joint.

Indivisément : Les 521/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 1156/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment A.

Lot numéro dix neuf (19)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'un appartement type 3 situé au 3^{ème} étage du bâtiment A, dénommé appartement A31 et comprenant séjour avec coin cuisine, deux chambres, entrée, salle de bains, wc, dégagement, placards et balcon.

Le lot n° 19 figure sous liseré jaune du plan du 3^{ème} étage joint.

Indivisément : Les 279/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 618/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment A.

BATIMENT B

Rez-de-chaussée

Lot numéro vingt deux (22)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'un appartement type 3 situé au rez-de-chaussée du bâtiment B, dénommé appartement B2 et comprenant séjour, deux chambres, cuisine, entrée, salle de bains, wc, dégagement et placards.

La jouissance exclusive et particulière d'une terrasse et de deux jardins privatifs.

Le lot n° 22 figure sous liseré bleu du plan du rez-de-chaussée joint.

Indivisément : Les 283/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 579/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment B.

Lot numéro vingt cinq (25)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'un appartement type 3 situé au rez-de-chaussée du bâtiment B, dénommé appartement B5 et comprenant séjour, cuisine, deux chambres, cellier, salle de bains, wc, entrée, dégagement et placard.

La jouissance exclusive et particulière d'une terrasse et d'un jardin privatif.

Le lot n° 25 figure sous liseré orange du plan du rez-de-chaussée joint.

Indivisément : Les 370/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 603/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment B.

1^{er} étage

Lot numéro vingt six (26)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'un appartement type 3 situé au 1^{er} étage du bâtiment B, dénommé appartement B10 et comprenant séjour, deux chambres, cuisine, entrée, salle de bains, wc, dégagement, placards et balcon.

Le lot n° 26 figure sous liseré vert du plan du 1^{er} étage joint.

Indivisément : Les 255/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 581/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment B.

Lot numéro vingt sept (27)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'un appartement type 3 situé au 1^{er} étage du bâtiment B, dénommé appartement B11 et comprenant séjour, deux chambres, cuisine, entrée, salle de bains, wc, dégagement, placards et balcon.

Le lot n° 27 figure sous liseré bleu du plan du 1^{er} étage joint.

Indivisément : Les 269/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 613/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment B.

Lot numéro trente (30)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'un appartement type 3 situé au 1^{er} étage du bâtiment B, dénommé appartement B14 et comprenant séjour, cuisine, deux chambres, entrée, salle de bains, wc, cellier, dégagement, placard et balcon.

Le lot n° 30 figure sous liseré rose du plan du 1^{er} étage joint.

Indivisément : Les 279/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 636/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment B.

2^{ème} étage

Lot numéro trente et un (31)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'un appartement type 3 situé au 2^{ème} étage du bâtiment B, dénommé appartement B20 et comprenant séjour, deux chambres, cuisine, entrée, salle de bains, wc, dégagement, placards et balcon.

Le lot n° 31 figure sous liseré vert du plan du 2^{ème} étage joint.

Indivisément : Les 266/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 608/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment B.

Lot numéro trente deux (32)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'un appartement type 3 situé au 2^{ème} étage du bâtiment B, dénommé appartement B21 et comprenant séjour, deux chambres, cuisine, entrée, salle de bains, wc, dégagement, placards et balcon.

Le lot n° 32 figure sous liseré bleu du plan du 2^{ème} étage joint.

Indivisément : Les 279/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 638/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment B.

Lot numéro trente quatre (34)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'un appartement type 2 situé au 2^{ème} étage du bâtiment B, dénommé appartement B23 et comprenant séjour avec coin cuisine, chambre, salle de bains, wc, placards et balcon.

Le lot n° 34 figure sous liseré orange du plan du 2^{ème} étage joint.

Indivisément : Les 162/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 371/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment B.

Lot numéro trente cinq (35)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'un appartement type 3 situé au 2^{ème} étage du bâtiment B, dénommé appartement B24 et comprenant séjour, deux chambres, cuisine, cellier, entrée, salle de bains, wc, dégagement, placard et balcon.

Le lot n° 35 figure sous liseré rose du plan du 2^{ème} étage joint.

Indivisément : Les 291/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 665/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment B.

3^{ème} étage

Lot numéro trente sept (37)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'un appartement type 5 situé au 3^{ème} étage du bâtiment B, dénommé appartement B31 et comprenant séjour, trois chambres, cuisine, entrée, salle d'eau avec wc, salle de bains, wc, dégagement, placards et deux terrasses.

Le lot n° 37 figure sous liseré bleu du plan du 3^{ème} étage joint.

Indivisément : Les 493/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 1115/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment B.
Les 10/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment A.

BATIMENT C SOUS-SOL

Lot numéro trente neuf (39)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'un garage dénommé G2 et situé dans le bâtiment C. Le lot n° 39 figure sur le plan du sous-sol joint.

Indivisément : Les 22/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 296/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment C.

Lot numéro quarante (40)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'un garage dénommé G3 et situé dans le bâtiment C. Le lot n° 40 figure sur le plan du sous-sol joint.

Indivisément : Les 22/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 296/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment C.

Lot numéro quarante trois (43)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'un garage dénommé G6 et situé dans le bâtiment C. Le lot n° 43 figure sur le plan du sous-sol joint.

Indivisément : Les 25/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 337/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment C.

Lot numéro quarante cinq (45)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'un garage dénommé G8 et situé dans le bâtiment C. Le lot n° 45 figure sur le plan du sous-sol joint.

Indivisément : Les 25/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 337/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment C.

Lot numéro quarante six (46)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'un garage dénommé G9 et situé dans le bâtiment C. Le lot n° 46 figure sur le plan du sous-sol joint.

Indivisément : Les 25/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 337/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment C.

Lot numéro quarante sept (47)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'un garage dénommé G10 et situé dans le bâtiment C. Le lot n° 47 figure sur le plan du sous-sol joint.

Indivisément : Les 25/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 337/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment C.

Lot numéro quarante huit (48)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'un garage double dénommé G11-G12 et situé dans le bâtiment C. Le lot n° 48 figure sur le plan du sous-sol joint.

Indivisément : Les 38/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 512/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment C.

Lot numéro cinquante (50)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'un garage double dénommé G15-G16 et situé dans le bâtiment C. Le lot n° 50 figure sur le plan du sous-sol joint.

Indivisément : Les 36/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 485/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment C.

Lot numéro cinquante deux (52)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'un garage double dénommé G19-G20 et situé dans le bâtiment C. Le lot n° 52 figure sur le plan du sous-sol joint.

Indivisément : Les 36/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 485/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment C.

Lot numéro cinquante trois (53)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'un garage dénommé G21 et situé dans le bâtiment C. Le lot n° 53 figure sur le plan du sous-sol joint.

Indivisément : Les 26/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 350/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment C.

Lot numéro cinquante quatre (54)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'un garage dénommé G22 et situé dans le bâtiment C. Le lot n° 54 figure sur le plan du sous-sol joint.

Indivisément : Les 23/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 310/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment C.

Lot numéro cinquante cinq (55)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'un garage dénommé G23 et situé dans le bâtiment C. Le lot n° 55 figure sur le plan du sous-sol joint.

Indivisément : Les 23/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 310/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment C.

Lot numéro cinquante six (56)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'un garage dénommé G24 et situé dans le bâtiment C. Le lot n° 56 figure sur le plan du sous-sol joint.

Indivisément : Les 22/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 296/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment C.

Lot numéro cinquante sept (57)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'un garage dénommé G25 et situé dans le bâtiment C. Le lot n° 57 figure sur le plan du sous-sol joint.

Indivisément : Les 22/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 296/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment C.

Lot numéro soixante (60)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'un garage dénommé G28 et situé dans le bâtiment C. Le lot n° 60 figure sur le plan du sous-sol joint.

Indivisément : Les 24/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 323/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment C.

Lot numéro soixante et un (61)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'un garage dénommé G29 et situé dans le bâtiment C. Le lot n° 61 figure sur le plan du sous-sol joint.

Indivisément : Les 24/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 323/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment C.

Lot numéro soixante quatre (64)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'une cave dénommée C1 et située dans le bâtiment C. Le lot n° 64 figure sur le plan du sous-sol joint.

Indivisément : Les 2/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 27/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment C.

Lot numéro soixante cinq (65)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'une cave dénommée C2 et située dans le bâtiment C. Le lot n° 65 figure sur le plan du sous-sol joint.

Indivisément : Les 2/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 27/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment C.

Lot numéro soixante six (66)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'une cave dénommée C3 et située dans le bâtiment C. Le lot n° 66 figure sur le plan du sous-sol joint.

Indivisément : Les 2/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 27/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment C.

Lot numéro soixante neuf (69)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'une cave dénommée C6 et située dans le bâtiment C. Le lot n° 69 figure sur le plan du sous-sol joint.

Indivisément : Les 4/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 54/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment C.

Lot numéro soixante treize (73)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'une cave dénommée C10 et située dans le bâtiment C. Le lot n° 73 figure sur le plan du sous-sol joint.

Indivisément : Les 1/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 14/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment C.

Lot numéro soixante quatorze (74)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'une cave dénommée C11 et située dans le bâtiment C. Le lot n° 74 figure sur le plan du sous-sol joint.

Indivisément : Les 1/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 14/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment C.

Lot numéro soixante quinze (75)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'une cave dénommée C12 et située dans le bâtiment C. Le lot n° 75 figure sur le plan du sous-sol joint.

Indivisément : Les 3/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 40/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment C.

Lot numéro soixante seize (76)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'une cave dénommée C13 et située dans le bâtiment C. Le lot n° 76 figure sur le plan du sous-sol joint.

Indivisément : Les 3/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 40/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment C.

Lot numéro soixante dix sept (77)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'une cave dénommée C14 et située dans le bâtiment C. Le lot n° 77 figure sur le plan du sous-sol joint.

Indivisément : Les 3/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 40/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment C.

Lot numéro soixante dix huit (78)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'une cave dénommée C15 et située dans le bâtiment C. Le lot n° 78 figure sur le plan du sous-sol joint.

Indivisément : Les 3/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 40/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment C.

Lot numéro soixante dix neuf (79)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'une cave dénommée C16 et située dans le bâtiment C. Le lot n° 79 figure sur le plan du sous-sol joint.

Indivisément : Les 3/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 40/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment C.

Lot numéro quatre vingt un (81)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'une cave dénommée C18 et située dans le bâtiment C. Le lot n° 81 figure sur le plan du sous-sol joint.

Indivisément : Les 3/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 40/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment C.

Lot numéro quatre vingt neuf (89)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'une cave dénommée C26 et située dans le bâtiment C. Le lot n° 89 figure sur le plan du sous-sol joint.

Indivisément : Les 1/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 14/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment C.

Lot numéro quatre vingt quinze (95)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'une cave dénommée C32 et située dans le bâtiment C. Le lot n° 95 figure sur le plan du sous-sol joint.

Indivisément : Les 2/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 27/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment C.

Lot numéro quatre vingt dix sept (97)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'une cave dénommée C34 et située dans le bâtiment C. Le lot n° 97 figure sur le plan du sous-sol joint.

Indivisément : Les 2/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 27/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment C.

Lot numéro quatre vingt dix neuf (99)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'une cave dénommée C36 et située dans le bâtiment C. Le lot n° 99 figure sur le plan du sous-sol joint.

Indivisément : Les 2/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.

Les 27/10000^{èmes} des parties communes spéciales relatives au bâtiment C.

EXTERIEUR

Lot numéro cent douze (112)

Divisément : la propriété exclusive et particulière d'un parking extérieur dénommé P15 tel qu'indiqué sur le plan de masse joint.

Indivisément : Les 6/10000^{èmes} des parties communes et charges communes générales à l'ensemble de la copropriété.



ORIGINE DE PROPRIETE

La SCI DE L'ARSENAL est propriétaire du terrain constituant l'assiette de la copropriété dont s'agit, savoir :

1) les parcelles cadastrées section DI numéros 101, 102 et 103, pour les avoir acquises de la SCI PERE ET FILS dont le siège social est situé à DIJON 10 rue de Marsannay, RCS DIJON 388 115 818,

Aux termes d'un acte reçu par Maître Xavier ALHERITIERE et Maître Jacques LAUREAU, notaires à DIJON, le 14 septembre 2005, publié au premier bureau des hypothèques de DIJON, le 10 novembre 2005 volume 2005 P numéro 11542,

Cette acquisition a eu lieu moyennant un prix payé comptant et quittancé dans l'acte.

Plus antérieurement, lesdits immeubles appartenaient à la SCI PERE ET FILS pour les avoir acquis de la SA GIF dont le siège est à DIJON 20 rue du Chateau, RCS DIJON 016 550 758, aux termes d'un acte reçu par Me NOURISSAT, notaire à DIJON, le 31 juillet 1992, publié au premier bureau des hypothèques de DIJON le 5 octobre 1992 volume 1992P numéro 8815, étant précisé que :

- que la société acquéreur, alors dénommée "SCI G.B." avait acquis les lots 3, 7 et la moitié indivise de lot 6 (ci-concerné) dépendant de l'ensemble immobilier soumis au régime de la copropriété plus amplement désigné ci-dessus,

- que le lot 3 a été supprimé lors de la modification du règlement de copropriété de l'ensemble immobilier, intervenue suivant acte reçu par Me LAUREAU, notaire soussigné, le 24 septembre 2001, pour être remplacé par les lots 15 et 16,

- que le lot 16 a fait l'objet d'un échange contre le lot 11 aux termes d'un acte reçu par Me LAUREAU, le 24 septembre 2001,

- et que les lots 7, 11 et 15 ont fait l'objet d'un retrait de la copropriété, ainsi que cela a été constaté aux termes d'un acte reçu par Me LAUREAU, le 24 septembre 2001.

Plus antérieurement, lesdits immeubles appartenaient à la SA GIF pour les avoir acquis de la SA SOCIETE FRANCAISE D'EQUIPEMENT ET D'ENTREPRISE ELECTRIQUE, dont le siège est à DIJON 93 avenue Jean Jaurès, aux termes d'un acte reçu par Me LAUREAU, le 30 juillet 1976, publié au bureau des hypothèques de DIJON le 15 octobre 1976 volume 1907 numéro 12.

2) La parcelle cadastrée section DI numéro 105, pour l' avoir acquise de la société dénommée "SCIC HABITAT BOURGOGNE CHAMPAGNE", société anonyme, au capital de 1 247 400.00 Euros, ayant son siège social à DIJON (21000), 11 à 15 rue Colonel Marchand, RCS DIJON 015 851 108,

Aux termes d'un acte reçu par Maître Jacques LAUREAU, notaire soussigné, le 15 juin 2006, publié au premier bureau des hypothèques de DIJON le 25 juillet 2006 volume 2006P numéro 7774 et le 23 août 2006 volume 2006P numéro 8785.

Cette acquisition a eu lieu moyennant un prix payé comptant et quittancé dans l'acte.

Antérieurement, la SCIC HABITAT BOURGOGNE CHAMPAGNE était propriétaire dudit immeuble, alors soumis au régime de la copropriété, pour l'avoir acquis de la SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE RESIDENCE MAILLARD, dont le siège est 14-16 rue Montalivet 75381 PARIS CEDEX 08, moyennant un prix payé comptant et quittancé en l'acte aux termes

d'un acte reçu par Me LAUREAU, notaire soussigné, le 24 septembre 2001, publié au premier bureau des hypothèques de DIJON le 25 octobre 2001 volume 2001P numéro 10468.

Aux termes d'un acte de scission de copropriété reçu par Me LAUREAU le 15 juin 2006, ci-après visé, ce terrain a été attribué à la SCIC HABITAT BOURGOGNE CHAMPAGNE.

Plus antérieurement, lesdits biens et droits immobiliers appartenaient à la SCI RESIDENCE MAILLARD, pour les avoir acquis de la société PROMOBATIR, SA au capital de 650.000F, dont le siège social est à PARIS (10^{ème}) 15 rue de Chabrol, RCS PARIS 74 B 7520, aux termes d'un acte reçu par Me DUCAMP, notaire à PARIS, le 17 mai 1984, et rectificatif du 7 novembre 1984, publié au premier bureau des hypothèques de DIJON le 2 janvier 1985 volume 5062 numéros 35 et 36.

Cette acquisition a eu lieu moyennant un prix TTC payé comptant et quittancé en l'acte.

Plus antérieurement, lesdits biens et droits immobiliers appartenaient à la SA PROMOBATIR, au moyen de l'adjudication qui en avait été faite à son profit, suivant déclaration d'adjudication établie le 17 septembre 1979 par Mr le Greffier du TGI de DIJON, moyennant le prix principal de 420.000F, outre les charges, ladite déclaration faite ensuite d'un jugement d'adjudication rendu en audience des criées du TGI de DIJON en date du 13 septembre 1979, ledit jugement d'adjudication établi en suite d'un cahier des charges en vertu d'une ordonnance rendu le 13 décembre 1978 par le Juge Commissaire de la liquidation des biens de la SA FRANCE D'EQUIPEMENT ET D'ENTREPRISE ELECTRIQUE "FEE", au capital de 1.050.000F, dont le siège est à DIJON 93 avenue Jean Jaurès, en état de liquidation de biens, par jugement du Tribunal de Commerce de DIJON du 4 juillet 1975, ladite ordonnance ayant autorisé Me REIG, Me CURE et Me MARTIN, co-syndics de la liquidation de biens de la société à poursuivre la vente sur saisie immobilière pardevant le TGI de DIJON, des biens objets des présentes

Une expédition dudit cahier des charges et du procès verbal d'adjudication a été publiée au premier bureau des hypothèques de DIJON le 16 novembre 1979 volume 3130 numéro 4.

Plus antérieurement, ledit immeuble appartenaient à la société FEE, savoir :

- partie, pour l'avoir acquis aux termes de deux actes dressés par Me ALHERITIERE, notaire à DIJON, le 26 décembre 1958, publiés au bureau des hypothèques de DIJON le 13 janvier 1958 volume 2306 numéros 6 et 7,

- partie, pour l'avoir acquis aux termes d'un acte reçu par Me MARION, notaire à DIJON, le 10 mai 1960, publié au bureau des hypothèques de DIJON le 31 mai 1960 volume 2487 numéro 49,

- partie, pour l'avoir acquis aux termes d'un acte reçu par Me JOUFFROY, notaire à DIJON, le 3 mars 1959, publié au bureau des hypothèques de DIJON le 18 mars 1959 volume 2340 numéro 16,

- partie, pour l'avoir acquis aux termes d'un acte reçu par Me PARRY, notaire à DIJON, le 20 mars 1959, publié au bureau des hypothèques de DIJON le 30 avril 1959 volume 2344 numéro 39,

- partie, pour l'avoir acquis aux termes d'un acte reçu par Me JOUFFROY, notaire à DIJON, le 7 février 1961, publié au bureau des hypothèques de DIJON le 18 mai 1961 volume 2606 numéro 6,

- partie, pour l'avoir acquis aux termes d'un acte reçu par Me JOUFFROY, notaire à DIJON, le 4 mai 1961, publié au bureau des hypothèques de DIJON le 3 juillet 1961 volume 2621 numéro 43,

- partie, pour l'avoir acquis aux termes d'un acte reçu par Me LAUREAU, notaire à DIJON, le 11 mai 1965, publié au bureau des hypothèques de DIJON le 11 mai 1965 volume 3115 numéro 32,

- partie, pour l'avoir acquis aux termes d'un acte reçu par Me DE MONJOUR, notaire à DIJON, le 8 juillet 1968, publié au bureau des hypothèques de DIJON le 13 août 1968 volume 3655 numéro 1.

- la parcelle cadastrée section DI numéro 109, pour lui avoir été attribuée aux termes d'un acte de scission de copropriété reçu par Me Jacques LAUREAU, notaire soussigné, le 15 juin 2006, qui a été publié au premier bureau des hypothèques de DIJON le 25 juillet 2006 volume 2006P numéro 7772 et le 23 août 2006 volume 2006P numéro 8786, en contrepartie de l'annulation du lot n° 34 de ladite copropriété située à DIJON 91-93 avenue Jean Jaurès et 4-6 Boulevard Maillard, cadastré section DI numéro 104 pour une contenance de 1ha 36a 37ca.

Ce lot lui ayant été attribué aux termes d'un acte reçu par Me Jacques LAUREAU, notaire soussigné, le 17 janvier 2006, publié au premier bureau des hypothèques de DIJON le 14 mars 2006 volume 2006P numéro 3049 et le 04 avril 2006 volume 2006P numéro 3811, à titre de partage entre la SCI DIJON ARSENAL et la SCPI IMMO PLACEMENT dont le siège est à DIJON 15 Place GRANGIER, RCS DIJON 320 182 991.

Antérieurement la SCI DIJON ARSENAL était propriétaire de moitié indivise du lot numéro 6 (de la division duquel est issu le lot n° 34) par suite de l'acquisition qu'elle en a faite avec d'autres biens de la société dénommée " SCI PERE ET FILS", dont le siège est à DIJON, 10 rue de Marsannay,

Aux termes d'un acte reçu par Maître Xavier ALHERITIERE et Maître Jacques LAUREAU, notaires à DIJON, le 14 septembre 2005, susvisé (même origine de propriété antérieure).